

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix - Travail - Patrie

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PLANIFICATION ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

SECRETARIAT GENERAL

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

DIRECTION DE LA PROGRAMMATION DES INVESTISSEMENTS PUBLICS

Sous-direction du suivi des programmes et projets d'investissement public



EXECUTION DU BUDGET D'INVESTISSEMENT PUBLIC 2018

Note mensuelle de veille au 30 avril 2018

MAI 2018

SOMMAIRE

.....	1
SOMMAIRE.....	2
SIGLES ET ABREVIATIONS.....	4
I- PRESENTATION DU BIP 2018 ET PRINCIPALES MODIFICATIONS.....	7
I.1- Présentation du BIP 2018.....	7
I.2- Modification du BIP 2018 au 30 avril.....	7
I.2.1-Virements de crédits.....	7
I.2.2-Délégations Ponctuelles de Crédits.....	8
II- SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2018 AU 30 AVRIL.....	10
II.1- SYNTHESE GLOBALE DE L'EXECUTION FINANCIERE.....	10
II.2- SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DANS LES SERVICES CENTRAUX.....	10
II.3- SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DANS LES SERVICES DECONCENTRES.....	12
III- SITUATION GLOBALE DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS.....	13
III.1. SITUATION DE PASSATION DES MARCHES DANS LES SERVICES CENTRAUX.....	13
III.1. SITUATION DE PASSATION DES MARCHES DANS LES SERVICES DECONCENTRES.....	14
IV- SYNTHESE DE L'EXECUTION PAR CHAPITRE.....	18
V-FICHE SUR L'EXÉCUTION DU BIP DANS CHAQUE CHAPITRE BUDGÉTAIRE.....	22
01- Présidence de la République.....	Erreur ! Signet non défini.
02- Services Rattachés à la Présidence.....	Erreur ! Signet non défini.
03- Assemblée Nationale.....	Erreur ! Signet non défini.
04- Services du Premier Ministre.....	Erreur ! Signet non défini.
05- Conseil Economique et Social.....	Erreur ! Signet non défini.
06- Ministère des Relations Extérieures.....	22
07- Ministère de l'Administration Territoriale.....	23
08- Ministère de la Justice.....	Erreur ! Signet non défini.
09- Cour Suprême.....	Erreur ! Signet non défini.
10- Ministère des Marchés Publics.....	24
11- Contrôle Supérieur de l'État.....	Erreur ! Signet non défini.
12- Délégation Générale à la Sûreté Nationale.....	Erreur ! Signet non défini.
13- Ministère de la Défense.....	Erreur ! Signet non défini.
14- Ministère des Arts et de la Culture.....	Erreur ! Signet non défini.
15- MINISTERE DE L'ÉDUCATION DE BASE.....	Erreur ! Signet non défini.
16- Ministère des Sports et de l'Éducation Physique.....	Erreur ! Signet non défini.
17- Ministère de la Communication.....	Erreur ! Signet non défini.
18- MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR.....	Erreur ! Signet non défini.
19- MINISTERE DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET DE L'INNOVATION.....	Erreur ! Signet non défini.
20- Ministère des Finances.....	25
21- Ministère du Commerce.....	Erreur ! Signet non défini.
22- Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.....	26

23- Ministère du tourisme et des loisirs	Erreur ! Signet non défini.
25- Ministère des Enseignements Secondaires	Erreur ! Signet non défini.
La principale difficulté reste la difficulté à engager les crédits alloués aux projets pluriannuels ayant les Autorisations d'Engagement nulles.....	Erreur ! Signet non défini.
26- Ministère de la Jeunesse et de l'Éducation Civique.....	27
29- Ministère des Mines, de l'Industrie et du Développement Technologique	Erreur ! Signet non défini.
30. Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.....	Erreur ! Signet non défini.
31. Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales	Erreur ! Signet non défini.
32- MINISTÈRE DE L'EAU ET DE L'ÉNERGIE.....	Erreur ! Signet non défini.
35- MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	Erreur ! Signet non défini.
38- Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain.....	Erreur ! Signet non défini.
39- Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Économie Sociale et de l'Artisanat	Erreur ! Signet non défini.
41- Ministère du Travail et de la Sécurité Sociale	Erreur ! Signet non défini.
42- Ministère des Affaires Sociales	Erreur ! Signet non défini.
43- Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.....	Erreur ! Signet non défini.
46- Ministère des Transports.....	Erreur ! Signet non défini.
50- Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative	Erreur ! Signet non défini.
52- Commission Nationale des Droits de l'Homme et des Libertés.....	Erreur ! Signet non défini.
53- SENAT.....	Erreur ! Signet non défini.
54- Commission Nationale pour la Promotion du Bilinguisme et du Multiculturalisme	Erreur ! Signet non défini.

SIGLES ET ABREVIATIONS

SIGLES	SIGNIFICATION
AE	Autorisation d'Engagement
AFD	Agence Française de Développement
AMI	Appel à Manifestation d'intérêt
ARMP	Agence de Régulation des Marchés Publics
BAD	Banque Africaine de Développement
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BEI	Banque Européenne d'Investissement
BIP	Budget d'Investissement Public
BLD	Bulletin de Liquidation Douanière
BM	Banque Mondiale
C2D	Contrat de Désendettement et de Développement
CAA	Caisse Autonome d'Amortissement
CAMTEL	Cameroon Telecommunication
CAN	Coupe d'Afrique des Nations
CFC	Crédit Foncier du Cameroun
CMPPM	Commission Ministérielle de Passation des Marchés
CONAC	Commission Nationale Anti Corruption
CONSUPE	Contrôle Supérieur de l'Etat
CP	Crédits de Paiement
CPM	Commission de Passation des Marchés
CTD	Collectivités Territoriales Décentralisées
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DA	Délégation Automatique
DD	Délégué Départemental
DG	Directeur Général
DGB	Direction Générale du Budget
DGCM	Direction Générale de Contrôle des Marchés
DGD	Dotation Générale de la Décentralisation
DGEPIP	Direction Générale de l'Economie et de la Programmation des Investissements Publics
DGMAS	Direction Générale des Marchés des Approvisionnements et des Services

SIGLES	SIGNIFICATION
DGMI	Direction Générale des Marchés des Infrastructures
DGTCFM	Direction Générale du Trésor et de la Coopération Financière et Monétaire
DP	Délégation Ponctuelle
DPIP	Direction de la Programmation des Investissements Publics
DR	Délégué Régional
DSCE	Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi
EP	Etablissement Public / Entreprise Publique
FCFA	Franc de la Coopération Financière en Afrique Centrale
FCP	Fonds de Contrepartie
FCPDR	Fonds de Contrepartie en Dépenses Réelles
FCPTD	Fonds de Contrepartie en Taxes et Droits et de Douanes
FEICOM	Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention InterCommunale
FINEX	Financement Extérieur
GIC	Groupe d'Initiative Commune
GIE	Groupement d'Intérêt Economique
HT	Hors Taxes
Km	Kilomètre
KPDC	Kribi Power Development Corporation
MAETUR	Mission d'Aménagement et d'Equipement des Terrains Urbains et Ruraux
mds	milliards
MINEPAT	Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire
MINFI	Ministère des Finances
MINMAP	Ministère des Marchés Publics
MO	Maitre d'Ouvrage
MOD	Maitre d'Ouvrage Délégué
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAEPYS	Projet d'Alimentation en Eau Potable de la ville de Yaoundé et Ses environs
PLANUT	Plan d'Urgence Triennal pour l'Accélération de la Croissance
PNDP	Programme National de Développement Participatif
PROBMIS	Program Budget Management Integrated System
PTSJ	Plan Triennal Spécial Jeunes
RAP	Rapport Annuel de Performance

SIGLES	SIGNIFICATION
RI	Ressources Internes
RIB	Relevé d'Identité Bancaire
RIO	Ressources Internes Ordinaires
RIO*	Ressources Internes Ordinaires hors FCP
RIO**	Ressources Internes Ordinaires hors FCP et RT
RIS	Ressources Internes Spéciales
RN	Route Nationale
RT	Ressources Transférées
SFI	Société Financière Internationale
SIC	Société Immobilière du Cameroun
SPM	Services du Premier Ministre
TCC	Titre de Confirmation de Créance
TTC	Toutes Taxes Confondues
TVA	Taxes sur la Valeur Ajoutée
UGP	Unité de Gestion du Projet

I- PRESENTATION DU BIP 2018 ET PRINCIPALES MODIFICATIONS

I.1- Présentation du BIP 2018

Le budget de l'Etat de l'exercice 2018 s'inscrit dans la poursuite de la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), l'intensification des préparatifs de la Coupe d'Afrique des Nations 2019 et la poursuite de la mise en œuvre du plan triennal « spécial jeunes » 2017-2019. Le parachèvement des grands projets de première génération ainsi que la préparation des grands projets de deuxième génération constitueront également des défis majeurs pour cet exercice budgétaire.

Ainsi, le Budget de l'Etat au titre de l'exercice 2018 se chiffre à FCFA 4 625,8 milliards en Autorisation d'Engagement (AE) et FCFA 4 513,5 milliards en Crédits de Paiement (CP).

Tableau 1 : Evolution du Budget de l'Etat de 2010 à 2018 (en milliards de FCFA)

Exercice Budgétaire	2010	2011	2012	2013		2014		2015		2016		2017		2018	
				AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Budget Global	2 444,1	2 575,8	2 799,3	3 236,0	3 236,0	3 452,3	3 312,0	3 829,1	3 746,6	4 872,9	4 234,7	4 659,7	4 373,8	4 625,8	4 513,5
BIP	598,8	680,0	792,2	1 450,3	957,0	1 140,3	1 000,0	1 232,5	1 150,0	2 151,7	1 525,8	1 873,5	1 586,9	1 403,8	1 291,5
Part du BIP dans le Budget Global (%)	24,5	26,4	28,3	44,8	29,6	33,0	30,2	32,2	30,7	44,2	36,0	40,2	36,3	30,4	28,6

Source : Lois de finances (2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018)

La dotation globale consacrée à l'investissement public en 2018 est de FCFA 1 403,8 milliards en Autorisations d'Engagement et FCFA 1 291,5 milliards en Crédits de Paiement.

Le BIP représente 28,6% du budget de l'Etat au titre de l'exercice 2018 en CP, contre 36,3% en 2017, soit une baisse de 7,7 points.

I.2- Modification du BIP 2018 au 30 avril

I.2.1-Virements de crédits

Les virements de crédits autorisés par l'article 53 de la Loi portant Régime Financier de l'Etat visent à introduire plus de flexibilité dans la gestion budgétaire. Ces virements de crédits peuvent se faire suivant les dispositions présentées dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2 : Principales opérations de virement de crédits

Opération souhaitée	Volume	Compétence	Accord Préalable Nécessaire
Virement de Chapitre à chapitre		Premier Ministre, Chef du Gouvernement	
Virement à l'intérieur d'un même chapitre, d'une section à une autre ou d'un programme à un autre		Ministre des Finances	Sur proposition du Ministre concerné, après accord préalable du MINEPAT sur les crédits d'investissement
Virement à l'intérieur d'un programme	Dans la limite de 15% de la dotation initiale du programme en fonctionnement et en investissement	Ministre concerné, après visa du Contrôleur Financier	Selon les nécessités de service et sans accord préalable

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

Comme illustré dans le tableau ci-dessous, les virements de crédits d'un volume global de FCFA 3,76 milliards ont été effectués du Budget de fonctionnement (chapitre des Dépenses Communes) vers l'investissement, portant ainsi la dotation du budget d'investissement public en Crédits de Paiement à **FCFA 1 295,3 milliards** au 30 avril 2018 contre 1 291,5 milliards inscrit dans la Loi de Finances, soit une hausse de **0,29%**.

Le volume des crédits ayant fait l'objet de virements est ventilé par chapitre budgétaire dans le tableau suivant.

Tableau 3: Situation des virements de crédits par chapitre budgétaire au 30 avril 2018

Étiquettes de lignes	Somme de Débit	Somme de Crédit
Dépenses Communes	-	3 760 226 680
Elections Cameroon	325 000 000	325 000 000
Ministère de l'Eau et de l'Energie	4 809 800 000	4 809 800 000
Ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries Animales	20 000 000	20 000 000
Ministère de la Santé Publique	200 000 000	200 000 000
Ministère des Finances	75 000 000	75 000 000
Ministère des Petites et Moyennes Entreprises, de l'Economie Sociale et de l'Artisanat	190 000 000	190 000 000
Ministère des Travaux Publics	1 664 038 620	1 664 038 620
Total général	7 283 838 620	11 044 065 300

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

1.2.2-Délégations Ponctuelles de Crédits

La délégation ponctuelle de crédits, en tant que procédure de mise à disposition d'une dotation budgétaire, est une opération interne à une administration. A cet effet, pour faciliter l'exécution de certains projets, les ordonnateurs peuvent déléguer des crédits au profit de leurs services déconcentrés (Délégation ponctuelle à l'intérieur du territoire) ou leur représentation diplomatique (Délégation ponctuelle à l'extérieur du territoire).

Rendu au 30 avril 2018, 146 Délégations ponctuelles de crédits ont été effectuées sur le BIP 2018 dont 117 au cours du mois d'avril. Le montant cumulé de l'ensemble de ces Délégations Ponctuelles de crédits est FCFA 4,17 milliards dont FCFA 1,17 milliard enregistré en avril.

Tableau 4 : Situation des Délégations Ponctuelles de crédits effectuées sur le BIP 2018

	31-mars-18	30-avr-18	variation (30 avril - 31 mars)
Nombre de DP effectuées	29	146	117
Montant en FCFA	2 995 542 965	4 171 836 563	1 176 293 598

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

La répartition du montant cumulé des Délégations Ponctuelles de Crédits effectuées depuis le début d'exercice par chapitre budgétaire montre que, la plus grosse part, soit 44,27%, est effectuée dans le chapitre des interventions en investissement, suivi du Ministère de l'habitat et du Développement urbain (24,57%).

Tableau 5: Montant des Délégations Ponctuelles de crédits effectuées en fonction des Chapitres Budgétaires

CHAPITRE BUDGETAIRE	Montant En FCFA	Part en %
Dépenses communes	9 898 794	0,24
Interventions en investissements	1 846 915 712	44,27
Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle	78 492 144	1,88
Ministère de l'habitat et du Développement urbain	1 025 000 000	24,57
Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières	140 419 238	3,37
Ministère des Relations Extérieures	185 000 000	4,43
Ministère des Travaux Publics	586 110 675	14,05
Présidence de la Républiques	300 000 000	7,19
Total général	4 171 836 563	100,00

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

L'analyse du montant cumulé des Délégations Ponctuelles par zone d'intervention montre que, la Région de l'Extrême-Nord est la principale zone bénéficiaire de ces Délégations, soit 26,58%. Le montant de FCFA 1,10 milliard alloué à la Région de l'Extrême-Nord permet d'exécuter principalement les travaux d'aménagement de la voirie urbaine de Maroua d'une dotation de 1 milliard, y compris la maîtrise d'œuvre.

Tableau 6: Montant des Délégations Ponctuelles de crédits effectuées par zone d'intervention

Zone d'Intervention	Somme de Montant	Part en %
Intérieur du Cameroun		
Adamaoua	363 722 141	8,72
Centre	278 666 834	6,68
Est	88 694 586	2,13
Extrême nord	1 108 759 769	26,58
Littoral	184 477 500	4,42
Nord ouest	63 351 800	1,52
Nord	38 660 879	0,93
Ouest	641 891 059	15,39
Sud ouest	106 968 098	2,56
Sud	110 347 790	2,65
Extérieur du Cameroun		
Afrique	136 000 000	3,26
Amérique	97 582 633	2,34
Asie	65 000 000	1,56
Europe	887 713 474	21,28
Total général	4 171 836 563	100,00

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

Le programme *Interventions en Investissement* enregistre le plus gros volume de Délégations Ponctuelles. En effet, rendu au 30 avril 2018, les Délégations Ponctuelles d'un montant de FCFA 1,84 milliard ont été effectuées sur ledit programme. Le programme *Développement des infrastructures de transport urbain* enregistre également une part importante (24,09%) des Délégations Ponctuelles.

Tableau 7: Montant des Délégations Ponctuelles de crédits effectuées par chapitre budgétaire et par programme

CHAPITRE BUDGETAIRE/PROGRAMME	Montant en FCFA	Part en %
DEPENSES COMMUNES	9 898 794	
Dépenses communes de fonctionnement	9 898 794	0,24
INTERVENTIONS EN INVESTISSEMENTS	1 846 915 712	
Interventions en investissement	1 846 915 712	44,27
MINISTERE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE	78 492 144	
Développement de la formation professionnelle	37 830 144	0,91
Gouvernance et appui institutionnel dans le sous secteur emploi et formation professionnelle	40 662 000	0,97
MINISTERE DE L'HABITAT ET DU DEVELOPPEMENT URBAIN	1 025 000 000	
Amélioration de l'environnement urbain	20 000 000	0,48
Développement des infrastructures de transport urbain	1 005 000 000	24,09
MINISTERE DES DOMAINES, DU CADASTRE ET DES AFFAIRES FONCIERES	140 419 238	
Protection et développement du patrimoine de l'état	140 419 238	3,37
MINISTERE DES RELATIONS EXTERIEURES	185 000 000	
Valorisation du potentiel de la coopération bilatérale	185 000 000	4,43
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	586 110 675	
Construction des routes et autres infrastructures	586 110 675	14,05
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	300 000 000	
Formulation et coordination de l' action présidentielle	300 000 000	7,19
TOTAL GENERAL	4 171 836 563	100,00

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

II- SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DU BIP 2018 AU 30 AVRIL

II.1- SYNTHÈSE GLOBALE DE L'EXECUTION FINANCIERE

La situation globale (toute source de financement confondu) de l'exécution du BIP 2018, au 30 avril 2018 se présente ainsi qu'il suit :

- un taux d'engagement de **28,79%** ;
- un taux de liquidation de **26,20%** ;
- un taux d'ordonnancement de **26,20%**.

La situation récapitulative de l'exécution du BIP 2018, au 30 avril 2018, suivant les principales rubriques de la dépense publique est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 8 : Synthèse de l'Exécution du BIP 2018 au 30 avril 2018 (en millions de FCFA)

Rubriques	Dot. CP Courante	Eng CP	Taux Eng (%)	Liq	Taux Liq (%)	Ord	Taux Ord (%)
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	80 626	46 475	57,64	46 475	57,64	46 475	57,64
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	47 500	50	0,11	50	0,11	50	0,11
Transferts en capital (Subventions)	61 136	34 248	56,02	34 248	56,02	34 248	56,02
Crédits pour projets C2D	16 324	1 701	10,42	1 701	10,42	1 701	10,42
Crédits pour le PTSJ	10 000	0	0	0	0	0	0
Crédits pour projets CAN	110 000	70 000	63,64	70 000	63,64	70 000	63,64
Autres Crédits à gestion centrale	292 639	80 372	27,46	48 361	16,53	47 119	16,10
Crédits délégués	81 043	2 075	2,56	430	0,53	430	0,53
Ressources externes	596 000	138 041	23,16	138 041	23,16	138 041	23,16
Total	1 295 269	372 962	28,79	339 306	26,20	338 063	26,10

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

II.2- SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DANS LES SERVICES CENTRAUX

Rendu au 30 avril 2018, le taux d'engagement des crédits à gestion centrale (y compris les ressources externes) est de 30,55%, pour un taux de liquidation de 27,91% et d'ordonnancement de 27,81%.

Le taux d'engagement des crédits à gestion centrale (sans les ressources externes) est de 37,66% contre 29,95% le 31 mars 2018, soit une hausse de **7,71 points**. Ce taux d'engagement est en baisse de 4,63 points comparé à celui enregistré à la même période en 2017 (42,29% au 30 avril 2017).

Les performances dans l'exécution du BIP 2018 dans les Services Centraux pourraient être plus satisfaisantes sans l'existence des principales entraves à l'exécution ci-après:

- des retards observés dans les procédures de contractualisation des projets ;
- des retards dans l'engagement des provisions constituées pour le paiement des arriérés ;

- le non engagement des crédits des projets pluriannuels du fait du retard dans la prise en compte de l'exécution des AE nulles dans l'application PROBMIS ;
- le non engagement de certains crédits en fonds de contreparties, en raison de la non transmission des mémoires de dépenses par les responsables des projets à financement conjoint ;
- la faible appropriation des réformes budgétaire et structurelle consécutives au programme économique et financier convenu avec le FMI ;
- le non engagement de certains crédits en subventions d'investissement en raison des retards dans la transmission des cahiers de charges par les responsables des structures sous tutelle et du rejet des projets de décisions de mobilisation de ces crédits par les Contrôleurs Financiers du fait de l'absence du prélèvement des taxes à la source.

Le tableau ci-dessous présente l'exécution du BIP 2018 dans les services centraux au 31 mars 2018.

Tableau 9 : Synthèse de l'Exécution du BIP 2018 à gestion centrale au 31 mars 2018 (en millions de FCFA)

Rubrique	Dot. CP Courante	Eng CP	Taux Eng (%)	Liq	Taux Liq (%)	Ord	Taux Ord (%)
Ressources Internes (RI)	618 226	232 846	37,66	200 835	32,49	199 593	32,28
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	80 626	46 475	57,64	46 475	57,64	46 475	57,64
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	47 500	50	0,11	50	0,11	50	0,11
Transferts en capital (Subventions)	61 136	34 248	56,02	34 248	56,02	34 248	56,02
Crédits pour projets C2D	16 324	1 701	10,42	1 701	10,42	1 701	10,42
Crédits pour le PTSJ	10 000	-	-	-	-	-	-
Crédits pour projets CAN	110 000	70 000	63,64	70 000	63,64	70 000	63,64
Autres Crédits à gestion centrale	292 639	80 372	27,46	48 361	16,53	47 119	16,10
Ressources externes (RE)	596 000	138 041	23,16	138 041	23,16	138 041	23,16
Gestion Centrale (RI+RE)	1 214 226	370 887	30,55	338 876	27,91	337 634	27,81

Source : MINEPAT/SG/DGEPIP/DPIP/SDS

De manière spécifique, les performances enregistrées dans l'exécution des crédits en subvention d'investissement et les fonds de contrepartie en dépenses réelles sont également peu encourageantes.

En effet, concernant les **crédits en subventions d'investissement**, le taux d'engagement au 30 avril 2018 est de 56,02% contre 46,16% au 31 mars, soit une hausse de 9,86 points. Ce taux est en hausse de 07,67 points par rapport à la même période de l'année dernière. Certaines administrations attendent encore les cahiers de charges des structures bénéficiaires pour procéder à l'engagement des crédits.

S'agissant des **fonds de contrepartie en dépenses réelles**, au 30 avril 2018, le taux d'engagement des est de 57,64% contre 17,72% au 31 mars 2018, soit une hausse de 39,92 points. Ce taux d'engagement des fonds de contrepartie en dépenses réelles est pratiquement égal à celui enregistré à la même période de l'année dernière, 57,63% au 30 avril 2017.

Cette situation est d'autant plus préoccupante que, suivant les dispositions de la Circulaire relative à l'exécution et au contrôle du budget 2018, le délai d'engagement des crédits en subventions et en fonds de contrepartie, par les administrations, au profit des structures bénéficiaires, est fixé au 28 février 2018, afin de permettre l'exécution des projets concernés avant la clôture de l'exercice budgétaire.

II.3- SYNTHESE DE L'EXECUTION PHYSICO-FINANCIERE DANS LES SERVICES DECONCENTRES

L'évaluation faite lors de la tenue, au cours du mois d'avril 2018, des sessions des sous-Comités Techniques Régionaux et Départementaux de Suivi de l'exécution physico-financière de l'investissement public dans les 10 Régions, montre les performances suivantes dans l'exécution des crédits délégués à l'intérieur du territoire:

- **taux d'engagement : 2,59% ;**
- **taux de liquidation : 0,54%;**
- **taux d'ordonnancement : 0,54%;**
- **taux d'exécution physique : 1,59%.**
- **les Régions du Nord, de l'Adamaoua et de l'Ouest enregistrent, dans cet ordre, les meilleurs taux d'exécution physique ;**
- **les Régions du Centre, du Sud-Ouest et du Sud réalisent les plus faibles performances en termes d'exécution physique.**

Tableau 10 : Situation de l'exécution des crédits délégués (En milliers de FCFA)

	DOT. INITIALE		DOT. COURANTE		ENG.	LIQ.	ORD.	% ENG. CP	% LIQ	% ORD	% RPHYS
	AE	CP	AE	CP	CP						
Crédits délégués à l'intérieur	87 115 476	79 680 057	87 115 476	79 680 057	2 066 823	429 548	429 548	2,59	0,54	0,54	1,59
ADAMAOUA	7 009 093	6 251 907	7 009 093	6 251 907	105 240	105 240	105 240	1,68	1,68	1,68	2,90
CENTRE	19 898 344	17 241 979	19 898 344	17 241 979	82 860	34 523	34 523	0,48	0,20	0,20	0,41
EST	6 187 404	5 635 404	6 187 404	5 635 404	9 740	-	-	0,17	-	-	1,90
EXTREME NORD	9 451 717	9 237 664	9 451 717	9 237 664	88 738	49 695	49 695	0,96	0,54	0,54	1,68
LITTORAL	8 705 093	7 795 023	8 705 093	7 795 023	296 128	82 900	82 900	3,80	1,06	1,06	1,43
NORD	5 356 921	5 186 921	5 356 921	5 186 921	891 092	67 090	67 090	17,18	1,29	1,29	5,30
NORD OUEST	7 648 830	7 355 757	7 648 830	7 355 757	514 187	42 500	42 500	6,99	0,58	0,58	1,24
OUEST	9 632 752	8 831 464	9 632 752	8 831 464	21 390	14 200	14 200	0,24	0,16	0,16	2,03
SUD	7 224 249	6 732 665	7 224 249	6 732 665	44 298	29 800	29 800	0,66	0,44	0,44	1,18
SUD OUEST	6 001 073	5 411 273	6 001 073	5 411 273	13 149	3 600	3 600	0,24	0,07	0,07	0,25
Crédits délégués à l'extérieur	1 363 000	1 363 000	1 363 000	1 363 000	-	-	-	-	-	-	-
AFRIQUE	522 000	522 000	522 000	522 000	-	-	-	-	-	-	-
AMERIQUE	155 000	155 000	155 000	155 000	-	-	-	-	-	-	-
ASIE	126 000	126 000	126 000	126 000	-	-	-	-	-	-	-
EUROPE	560 000	560 000	560 000	560 000	-	-	-	-	-	-	-
TOTAL CREDITS DELEGUES	88 478 476	81 043 057	88 478 476	81 043 057	2 066 823	429 548	429 548	2,55	0,53	0,53	1,56

Source : MINEPAT/SG/DGEPIP/DPIP/SDS

III- SITUATION GLOBALE DE LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS

III.I. SITUATION DE PASSATION DES MARCHES DANS LES SERVICES CENTRAUX

La situation de la passation des marchés dans les services au 30 avril affiche une sous-performance par rapport au plan de passation des marchés. En effet, à cette date, le taux d'attribution des marchés se situe seulement à **25,40%**. Par ailleurs, 34, 68% des DAO attendus en commissions sont en attente de transmission, 50,92% des Appels d'Offres ont été lancés. Cette situation est résumée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 11 : Situation de passation des marchés dans les services centraux au 30 avril

ADMINISTRATION	Nombre de projets recensés (a)	Nombre de DAO attendus (b)	Nombre de DAO reçus (c)	Nombre des AO lancés (d)	% lancés (d)/(c)	Nombre de contrats attribués (e)	% attribués (e)/a	Marchés signés	%Signature	marchés réceptionnés	% Marchés réceptionnés	Nombre de DAO attendus en CCPM
04-SPM	9	9	9	9	100,00	9	100,00	8	88,89	0	0,00	1
05-CES	6	5	3	3	100,00	3	50,00	3	60,00	0	0,00	1
06-MINREX	22	18	10	10	1,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
07-MINATD	23	11	8	4	0,50	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
08-MINJUSTICE	3	1	1	1	100,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	2
09-CS	6	5	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1
10-MINMAP	2	2	2	2	2,00	2	1,00	0	0,00	0	0,00	
11-CONSUPE	7	4	3	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	3
12-DGSN	0	0	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0
13-MINDEF	80	80	33	27	81,82	27	33,75	27	33,75	3	3,75	0
14-MINAC	11	11	11	1		6	0,00	1	0,00	0	0,00	
15-MINEDUB	17	15	12	12	100,00	7	41,18	0	0,00		0,00	
16-MINSEP	5	5	4	4	100,00	2	40,00	0	0,00	0	0,00	0
17- MINCOM	7	7	5	2	40,00	1	14,29	0	0,00	0	0,00	0
18-MINESUP	12	12	11	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
19-MINRESI	18	17	14	14	100,00	9	50,00	1	5,88	0	0,00	
20-MINFI	13	9	8	6	0,75	4	0,31	0	0,00	0	0,00	
21-MINCOMMERCE	6	6	1	1	0,00	0	0,00	1	0,00	0	0,00	
22-MINEPAT	45	25	21	6	0,29	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
23-MINTOUL	8	8	7	7	0,00	5	0,00	4	0,00	0	0,00	
25-MINESEC	29	29	23	13	56,52	7	24,14	1	3,45	1	0,03	
26-MINJEC	17	9	6	6	1,00	9	0,00	0	0,00	0	0,00	
28-MINEPDED	12	12	11	9	75,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	

Note mensuelle de Veille sur l'Exécution du BIP						État de l'exécution au 30 avril 2018						
29-MINMIDT	9	8	8	8	0,00	7	0,00	4	0,00	0	0,00	
30-MINADER	42	42		17	40,48	3	7,14	0	0,00	0	0,00	
31-MINEPIA	13	12	10	10	83,33	5	41,67	1	8,33	0	0,00	
32-MINEE	31	7	7	7	100,00	5	16,13	2	28,57	0	0,00	
33-MINFOF	1	1	1	1	100,00	1	100,00	0	0,00	0	0,00	
35-MINEFOP	21	21	13	9	69,23	5	23,81	0	0,00	0	0,00	
36-MINTP	64	40	29	22	55,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	15
37-MINDCAF	9	9	5	5	55,56	2	22,22	0	0,00	0	0,00	1
38-MINH DU	45	20	18	16	80,00	28	140,00	4	20,00	0	0,00	1
39-MINPMEESA	18	18	18	15		10	0,00	6	0,00	0	0,00	
40-MINSANTE	28	28	10	1	3,57	0	0,00	0	0,00	0	0,00	
41-MINTSS	6	6	6	6	100,00	1	16,67	0	0,00	0	0,00	0
42-MINAS	3	3	3	3	100,00	3	100,00	0	0,00	0	0,00	0
43-MINPROFF	7	6	5	5	100,00	4	66,67	0	0,00	0	0,00	0
45-MINPOSTEL	9	7	6	5	71,43	3	42,86	2	28,57	0	0,00	1
46-MINT	5	4	3	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0
50-MINFOPRA	7	6	5	5	100,00	3	42,86	1	16,67	0	0,00	0
51-ELECAM	12	4	4	4	100,00	4	33,33	4	100,00	0	0,00	8
52-CNDHL	1	0	0	0	0,00	0	0,00	0	0,00	0	0,00	1
TOTAL	689	542	354	276	50,92	175	25,40	70	12,92	4	0,58	35

Source : MINEPAT/SG/DGEP/DP/SDS

III.I. SITUATION DE PASSATION DES MARCHES DANS LES SERVICES DECONCENTRES

La contractualisation des projets à gestion déconcentrée enregistre une performance encourage, notamment un taux de lancement des marchés de 78,61% et un taux d'attribution des marchés de 43,11%. En terme d'attribution des marchés, les Régions du Nord, du Centre et l'Adamaoua enregistre, dans cet ordre, les meilleures performances. La Région du littoral a le plus faible taux d'attribution des marchés, soit 0,2%. Le tableau ci-dessous récapitule cette situation.

Tableau 12 : Situation de passation des marchés dans les services centraux au 30 avril

Régions	Départements	Nombre de projets recensés (a)	Nombre de DAO attendus (b)	Nombre de DAO reçus (c)	Nombre des AO lancés (d)	% lancés (d)/(b)	Nombre de contrats attribués (e)	% attribués (e)/a)	Nombre de contrats signés et notifiés (f)	% signés et notifiés =(f)/(a)
ADAMAOUA	DR ADAMAOUA	256	189	154	140	74,07	117	45,7	44	17,19
	DD FARO ET DEO	28	24	24	22	91,67	20	71,43	0	0
	DD DJEREM	29	29	26	24	82,76	15	51,72	9	31,03
	DD MAYO BANYO	32	24	20	20	83,33	20	62,5	0	0
	DD MBERE	40	40	33	23	57,5	19	47,5	0	0
	DD VINA	52	46	36	36	78,26	35	67,31	35	67,31
	TOTAL ADAMAOUA	437	352	293	265	75,28	226	51,72	88	20,1
CENTRE	DR CENTRE	220	220	215	210	95,45	179	81,36	176	80,00
	DD HAUTE SANAGA	21	11	8	8	72,73	5	23,81	0	-
	DD LEKIE	33	24	24	24	100,00	15	45,45	8	24,24
	DD MBAM ET INOUBOU	30	17	12	10	58,82	10	33,33	9	30,00
	DD MBAM ET KIM	19	12	11	11	91,67	9	47,37	4	21,05
	DD MEFOU ET AFAMBA	33	29	27	23	79,31	10	30,30	5	15,15
	DD MEFOU ET AKONO	33	21	19	19	90,48	13	39,39	6	18,18
	DD MFOUNDI	15	14	13	9	64,29	7	46,67	4	26,67
	DD NYONG ET KELLE	26	18	11	11	61,11	6	23,08	6	23,08
	DD NYONG ET MFOU-MOU	15	15	7	0	-	0	-	0	-
	DD NYONG ET SO'O	26	17	17	17	100,00	17	65,38	16	61,54
	TOTAL CENTRE	471	398	364	342	85,93	271	57,54	234	49,68
EST	DR EST	8	8	8	8	100	3	37,5	3	37,5
	DD BOUMBA ET NGOKO	24	24	24	23	95,83	4	16,67	0	0
	DD KADEY	33	25	14	8	32,00	8	24,24	0	0

Note mensuelle de Veille sur l'Exécution du BIP						État de l'exécution au 30 avril 2018				
	DD HAUT NYONG	82	77	40	38	49,35	32	39,02	10	12
	DD LOM ET DJEREM	34	34	27	27	79,41	10	29,41	2	5,9
	TOTAL EST	181	168	113	104	61,90	57	31,49	15	8,29
EXTREME-NORD	DR EXTREME-NORD	82	82	65	64	78,00	0	0,00	0	0,00
	DD DIAMARE	34	34	31	29	85,00	18	53,00	7	4,00
	DD LOGONE ET CHARI	29	29	20	20	69,00	12	41,00	5	17,00
	DD MAYO-KANI	36	4	24	29	87,88	16	48,48	12	36,36
	DD MAYO-SAVA	16	10	9	9	90,00	7	70,00	5	50,00
	DD MAYO TSANAGA	14	14	13	13	100,00	8	61,00	4	30,00
	DD MAYO-DANAY	38	38	38	38	100,00	27	69,38	24	63,06
	TOTAL EXTREME-NORD	249	211	200	202	95,73	88	35,34	57	22,89
LITTOTAL	DR LITTORAL	33	18	13	10	0,50	7	0,06	0	0,00
	DD MOUNGO	57	57	42	42	0,74	13	0,23	0	0,00
	DD NKAM	61	61	58	58	0,95	21	0,57	0	0,00
	DD SANAGA MARITIME	84	84	59	41	0,45	8	0,10	3	0,04
	DD WOURI	33	28	27	22	0,67	8	0,24	1	0,03
	TOTAL LITTORAL	255	255	201	173	0,68	57	0,22	4	0,02
NORD	DR NORD	200	194	182	178	91,75	112	56,00	15	7,5
	DD BENOUE	99	99	91	91	91,92	59	59,59	0	0
	DD FARO	26	26	25	25	96,15	8	30,77	8	30,77
	DD MAYO LOUTI	33	27	27	27	100,00	23	69,70	0	0
	DD MAYO REY	31	31	28	24	77,42	11	35,48	3	9,68
	TOTAL NORD	389	377	353	345	91,51	213	56,50	11	2,83
NORD-OUEST	DR NORD-OUEST	34	34	34	32	93.1	22	81.5	10	45.5
	DD BOYO	24	24	24	24	100,00	8	22,00	4	50
	DD BUI	33	33	26	25	83.3	5	15.2	5	100
	DD DONGA MANTUNG	38	38	36	29	76.3	8	21.2	0	0
	DD MENCHUM	15	15	15	15	100,00	15	100,00	8	53.3
	DD MEZAM	29	29	26	26	89.7	13	50,00	6	46.2
	DD MOMO	28	28	27	25	89.3	15	60,00	0	0

Note mensuelle de Veille sur l'Exécution du BIP					État de l'exécution au 30 avril 2018					
	DD NGOKETUNJIA	33	33	30	28	84,8	28	100,00	11	39,3
	TOTAL NORD-OUEST	234	234	218	204	90,00	118	50,4	44	37,3
OUEST	DR OUEST	22	20	20	20	1,00	17	0,85	5	0,25
	DD BAMBOUTOS	46	45	29	29	0,64	21	0,47	6	0,1333
	DD HAUT-NKAM	35	28	23	14	0,50	11	0,39	10	0,3571
	DD HAUTS-PLATEAUX	38	32	30	30	0,94	19	0,59	0	0
	DD KOUNG-KHI	16	13	13	13	0,10	9	0,69	5	0,3845
	DD MENOUA	72	63	41	40	0,63	18	0,29	3	0,0476
	DD MIFI	15	14	12	11	0,79	11	0,79	7	0,5
	DD NDE	40	39	34	34	0,87	27	0,69	14	0,359
	DD NOUN	50	39	31	31	0,79	24	0,62	3	0,0769
	TOTAL OUEST	334	293	233	222	75,77	157	47,01	53	15,87
SUD	DR SUD	15	15	9	8	53,33	7	46,67	0	0,0
	DD DJA ET LOBO	66	66	30	30	45,45	11	16,67	0	0,0
	DD MVILA	48	48	26	24	50,00	1	2,08	1	2,1
	DD OCEAN	21	21	17	11	52,38	5	23,81	0	0,0
	DD VALEE DU NTEM	30	30	26	11	36,67	0	0,00	0	0,0
	TOTAL SUD	180	180	108	84	46,67	24	13,33	1	0,56
SUD-OUEST	DR SUD-OUEST	15	15	14	11	73,30	8	53,30	1	6,66
	DD FAKO	37	33	27	25	75,75	15	40,50	0	0
	DD KUPE MUANENGOUBA	29	28	25	25	89,30	6	20,68	0	0
	DD LEBIALEM	28	28	28	18	64,3	8	28,57	0	0
	DD MANYU	22	21	20	19	90,5	8	36,4	0	0,00
	DD MEME	34	26	26	26	100,00	5	14,70	4	11,8
	DD NDIAN	30	26	20	15	50,00	0	0,00	0	0
	TOTAL SUD-OUEST	195	178	160,00	139	78,09	50	25,60	5	2,56
	TOTAL	2925	2646	2243	2080	78,61%	1261	43,11%	512	17,50%

Source : MINEPAT/SG/DGEPIP/DPIP/SDS

IV- SYNTHÈSE DE L'EXECUTION PAR CHAPITRE

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE CONTRACTUALISATION DES PROJETS DANS LES SERVICES CENTRAUX
	DOT. CP	ENG	LIQ	Dot CP	ENG	LIQ	Dot CP	LIQ	REA PHY	
	(En millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	
										-
										-
06-MINREX	3 000	6,17	0	2 037	9,08	0	963	0	0	- 10 DAO sur 19 transmis en commission - 10 AO lancés ; - aucun marché attribué.
07 - MINATD	3792	1,99	1,99	1784	0	0	2008	3,76	3,76	- 08 DAO sur 11 transmis en commission ; - 04 AO lancés ; - Aucun marché attribué.
										-
										-
10 - MINMAP	1060	32,55	18,87	422	47,39	47,39	638	22,73	0	- les deux DAO sont transmis en commission ; - 02 attribués - Aucun marché signé
										-
										-

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE CONTRACTUALISATION DES PROJETS DANS LES SERVICES CENTRAUX
	DOT. CP	ENG	LIQ	Dot CP	ENG	LIQ	Dot CP	LIQ	REA PHY	
	(En millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	
										-
										-
										-
										-
										-
										-
20 - MINFI	5 308	10,71	10,71	4618	12,31	12,31	690	0	0	- 08 DAO sur 09 transmis en commission ; - 06 AO lancés ; - 04 marchés attribués ; - Aucun marché signé.
										-
22 - MINEPAT	20783	0,54	0,34	4025	0,47	0,35	632	2,79	0	- 21 DAO sur 25 transmis en commission ; - 06 AO lancés ; - Aucun marché attribué
										-
										-
26 - MINJEC	3 140	49,74	46,30	2 446	62,46	58,90	694	4,87	1,83	- 09 DAO sur 09 transmis en commission ; - 09 marchés attribués ; - Aucun marché signé
										-

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE CONTRACTUALISATION DES PROJETS DANS LES SERVICES CENTRAUX
	DOT. CP	ENG	LIQ	Dot CP	ENG	LIQ	Dot CP	LIQ	REA PHY	
	(En millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-
										-

CHAPITRE	RESSOURCES INTERNES GLOBALES			CREDITS A GESTION CENTRALE			CREDITS DELEGUES			SITUATION DE CONTRACTUALISATION DES PROJETS DANS LES SERVICES CENTRAUX
	DOT. CP	ENG	LIQ	Dot CP	ENG	LIQ	Dot CP	LIQ	REA PHY	
	(En millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	(en millions)	(%)	(%)	
										-
										-
										-
										-

Source: MINEPAT/SG/DGEPIP/DGEPIP/DPIP/SDS

V-FICHE SUR L'EXÉCUTION DU BIP DANS CHAQUE CHAPITRE BUDGÉTAIRE

06-Ministère des Relations Extérieures

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mai

La situation de l'exécution du BIP du MINREX au 31 mai 2018 indique un taux d'engagement sur ressources internes de 6,17% contre 0% à la même période en 2017. Les crédits engagés à hauteur de FCFA 185 millions correspondent à la délégation ponctuelle de crédits effectuée au cours du mois d'avril vers les missions diplomatiques du Cameroun en Afrique du Sud et en Asie, en vue de leur équipement et de celui des résidences des Chefs de ces missions. Le tableau ci-dessous récapitule l'état de l'exécution du BIP du MINREX au 31 mai 2018.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%ORD
	AE	CP			
Ressources internes (RI)	2 800 000	3 000 000	6,17	-	
Gestion centrale	1 837 000	2 037 000	9,08	-	
Autres RI	1 837 000	2 037 000	9,08	-	
Crédits délégués	963 000	963 000	-	-	
Total RI MINREX	963 000	963 000	-	-	
	2 800 000	3 000 000	6,17	-	

II. Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

La situation de la contractualisation des projets du BIP 2018 du MINREX au 31 mai a connu une importante

évolution comparativement à celle observée au mois d'avril, notamment l'attribution de 05 marchés supplémentaires et la signature de 02 marchés.

Cette situation est meilleure que celle observée à la même période en 2017, qui affichait un seul marché attribué sur 19 programmés. Le tableau ci-dessous donne la synthèse de la situation de passation des marchés du MINREX au 31 mai 2018.

Tableau 2 : situation de la passation des marchés à gestion centrale

Nombre de projets recensés	22
DAO attendus	17
DAO transmis en commission	09
AO lancé	09
Nombre de marchés attribués	05
Nombre de marchés signés	02
Marchés réceptionnés	0

III. Difficultés rencontrées et recommandations

L'exécution du BIP du MINREX, au titre de l'exercice 2018 rencontre des difficultés, entre autre, l'absence de soumissionnaire installé au Cameroun à l'appel d'offre relative à l'achat d'un mini bus de 30 places.

Pour pallier cette difficulté, un virement envisagé est soumis à l'attention du Chef de département ministériel.

07-Ministère de l'Administration Territoriale

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mai

La situation de l'exécution financière du BIP 2018 du MINAT indique :

- un taux global d'engagement sur ressources internes de 4,59% contre 22,07% à la même période en 2017, soit une baisse de 17,48 points ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion centrale qui se situe encore à 0% contre 2,08% à la même période en 2017;
- un taux d'engagement des crédits délégués qui est de 8,66% contre 0,44% au 31 mai 2017, soit un gain de 8,22 points.

S'agissant des ordonnancements, le taux global sur ressources internes se situe à 6,82%. Le tableau ci-dessous récapitule la situation de l'exécution du BIP du MINAT par mode de gestion au 31 mai 2018.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%E NG. CP	%LIQ	%OR D
	AE	CP			
Ressources internes	4 604 814	3 792 000	4,59	3,61	3,61
Gestion centrale	2 363 000	1 784 186	-	-	-
Autres crédits a gestion centrale	2 363 000	1 784 186	-	-	-
Crédits délégués	2 241 814	2 007 814	8,66	6,82	6,82
Délégations automatiques	2 241 814	2 007 814	8,66	6,82	6,82
Total	4 604 814	3 792 000	4,59	3,61	3,61

II. Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

La situation de passation des marchés au MINAT s'est améliorée entre le 30 avril et 31 mai, notamment :

- 04 appels d'Offres supplémentaires lancés ;
- 02 marchés attribués.

Cependant, aucun marché n'est encore signé. Le tableau ci-dessous donne la synthèse de la situation d'adjudication des projets du MINAT.

Tableau 2 : situation de la passation des marchés à gestion centrale

Nombre de projets recensés	21
DAO attendus	17
DAO transmis en commission	08
AO lancé	08
Marchés attribués	02
Marchés signés	00

Par ailleurs, une autorisation d'exécution par voie de gré à gré en vue du déploiement du logiciel ReHLoc-Cam dans 75 Communes en trois ans, a été accordée. Au surplus, les projets labélisés Relooking du site web du MINAT et Élaboration du plan ORSEC des Départements de la Bénoué et du Mayo-Louti ci-après seront exécutés en régie.

I0- Ministère des Marchés Publics

I. Faits marquants dans l'exécution du BIP au mois de mai 2018

Il a été constaté au cours du mois de mai un virement des crédits à hauteur de FCFA 200 millions vers un compte CAA. Ces crédits sont destinés à la mise en œuvre de la Phase 3 du projet e-procurement.

II. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mai

L'état d'exécution des crédits du BIP du MINMAP au 31 mai 2018 se présente ainsi qu'il suit :

- un taux global d'engagement sur ressources internes de 18,87% contre 1,31% à la même période en 2017, soit un gain de 17,57% ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion centrale qui se situe à 47,39% contre 0% à la même période en 2017 ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion déconcentrée qui se situe à 25,82%.

En outre, le taux global d'ordonnancement des ressources internes se situe à 18,87%. Le tableau ci-dessous donne la situation de l'exécution du BIP du MINMAP par mode de gestion.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%ORD
	AE	CP			
Ressources internes	1 060 000	1 060 000	34,41	18,87	18,87
Gestion centrale	422 000	422 000	47,39	47,39	47,39
Autres crédits a gestion centrale	422 000	422 000	47,39	47,39	47,39
Crédits délégués	638 000	638 000	25,82	-	-
Délégations automatiques	638 000	638 000	25,82	-	-
Total	1 060 000	1 060 000	34,41	18,87	18,87

III. Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

Les deux marchés à gestion centrale programmés au MINMAP au titre de l'exercice 2018 ont été signés.

20- Ministère des Finances

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mai

La situation de l'exécution du BIP du MINFI au 31 mai affiche :

- un taux global d'engagement de 1,46% contre 1,33% à la même période en 2017, soit une hausse de 0,13 point ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion centrale de 10,14% contre 0% au 31 mai 2017 ;
- un taux d'engagement des crédits délégués qui se situe à 0% contre 14,83% à la même période en 2017.

Cependant, les crédits C2D ne sont pas toujours engagés. Ce qui tire vers le bas le taux d'engagement des crédits à gestion centrale. Le tableau ci-dessous résume la situation d'exécution financière du BIP du MINFI au 31 mai 2018, par mode de gestion.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%ORD
	AE	CP			
Ressources internes	9 517 293	5 308 293	8,82	8,82	1,60
Gestion centrale	8 953 293	4 618 293	10,14	10,14	1,84
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	35 000	35 000	100,00	100,00	100,00
Ressources internes spéciales(C2D)	1 123 293	1 123 293	-	-	-
Autres crédits à gestion centrale	7 795 000	3 460 000	12,52	12,52	1,45
Crédits délégués	564 000	690 000	-	-	-
Délégations automatiques	564 000	690 000	-	-	-
Ressources externes	500 000	500 000	-	-	-
Total	10 017 293	5 808 293	8,06	8,06	1,46

II. Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

La situation de contractualisation des projets du MINFI affiche une performance relativement bonne, entre le 30 avril et le 31 mai. En effet, il a été observé au cours de cette période ce qui suit :

- 01 marché supplémentaire a été attribué ;
- 02 marchés ont été signés.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	13
DAO attendus	09
DAO disponibles	09
DAO transmis en commission	08
AO lancé	06
Marchés attribués	04
Marchés signés	02
Marchés réceptionnés	00

Par ailleurs, 01 Appel d'offre sur les 03 déclarés infructueux au 30 avril a été relancé. Il s'agit de l'Appel d'offre relatif à l'acquisition de 04 groupes électrogènes au profit des services des douanes.

Par ailleurs, 04 projets seront exécutés en régie.

22-Ministère de l'Économie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire.

I. Faits marquants dans l'exécution du BIP du MINEPAT au cours du mois de mai 2018

Au cours de ce mois, le MINEPAT a accordé une délégation ponctuelle de crédits à hauteur de FCFA 73 millions à l'intérieur du Programme 303 intitulé « renforcement du partenariat au développement et de l'intégration régionale ». Ces crédits sont destinés à la Prise en charge de la logistique dans le cadre de la participation de la délégation Camerounaise au Commonwealth Business Forum (CBF) qui s'est tenu du 16 au 18 avril 2018 à Londres et les frais de prise en charge de l'hébergement et du transport des personnalités lors de leurs différents passages. En outre, un virement de crédits de FCFA 1070000000 a été réalisé au sein du programme 304.

II. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mai

La situation de contractualisation des projets du MINEPAT au 31 mai 2018 affiche :

- un taux d'engagement des ressources internes de 24,15% contre 65,86% à la même période en 2017, soit une baisse de 41,71 points ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion centrale de 24,72% contre 66,71 au 31 mai 2017, soit une baisse de 42,01 points ;
- un taux d'engagement des crédits délégués qui se situe à 5,79% contre 42,48%, soit une régression de 36,69 points.

Ces contreperformances observées peuvent s'expliquer par les retards accusés dans la procédure de contractualisation des projets, en raison du changement des membres de la commission ministérielle.

Tableau I : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%O RD
	AE	CP			
Ressources internes	23 076 286	20 782 892	24,15	23,54	23,54
Gestion centrale	22 444 326	20 150 932	24,72	24,24	24,24
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	4 024 897	4 024 897	-	-	-
Fonds de Contrepartie en taxes et droits de douane	500 000	500 000	100,00	100,00	100,00
Subventions	5 276 107	5 276 107	65,32	65,32	65,32
Ressources internes spéciales(C2D)	2 261 888	2 261 888	-	-	-
Autres crédits a gestion centrale	10 381 434	8 088 040	12,80	11,60	11,60
Crédits délégués	631 960	631 960	5,79	1,22	1,22
Délégations automatiques	631 960	631 960	5,79	1,22	1,22
Ressources externes	10 950 000	10 950 000	73,82	73,82	73,82

III. Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

L'évolution de la situation de contractualisation des projets du MINEPAT entre le 30 avril et le 31 mai se présente comme suit :

- 15 DAO supplémentaires transmis en commission ;
- 02 AO supplémentaires lancés ;
- 03 marchés signés.

Tableau 3 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	45
DAO attendus	27
DAO transmis en commission	23
AO lancé	06
Marchés attribués	03
Marchés signés	00

26- Ministère de la Jeunesse et de l'Education Civique

I. Situation globale de l'exécution du BIP au 31 mai

L'état de l'exécution financière du BIP du MINJEC au 31 mai indique :

- un taux d'engagement sur ressources internes de 62,28% contre 52,21% à la même période en 2017, soit une hausse de 10,07 points ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion centrale qui se situe à 77,54% contre 65,50% à la même période en 2017, soit un gain de 12,04 points ;
- un taux d'engagement des crédits à gestion déconcentrée qui est de 8,48 contre 11,41 à la même période en 2017, soit une baisse de 2,93 points.

En outre, les ressources transférées ne sont pas encore engagées. Le tableau ci-dessous donne la situation de l'exécution des crédits du BIP du MINJEC.

Tableau 1 : Situation de l'exécution (en milliers de FCFA)

Mode de gestion	DOT. COURANTE		%ENG. CP	%LIQ	%ORD
	AE	CP			
Ressources internes	3 440 857	3 140 000	62,28	48,76	48,76
Gestion centrale	2 446 356	2 446 356	77,54	61,15	61,15
Fonds de Contrepartie en dépenses réelles	15 000	15 000	100,00	100,00	100,00
Subventions	1 200 000	1 200 000	100,00	100,00	100,00
Autres crédits à gestion centrale	1 231 356	1 231 356	55,38	22,82	22,82
Crédits délégués	994 501	693 644	8,48	5,05	5,05
Délégations automatiques	223 644	223 644	26,30	15,66	15,66
Ressources transférées aux CTD	770 857	470 000	-	-	-
Ressources externes	250 000	250 000	6,00	6,00	6,00
Total	3 690 857	3 390 000	58,13	45,61	45,61

II. Situation de la contractualisation des projets à gestion centrale

A l'analyse de la situation d'adjudication des projets du MINJEC entre le 30 avril et le 31 mai, il est constaté ce qui suit :

- 06 DAO supplémentaires ont été transmis en commission ;
- 09 AO supplémentaires ont été lancés ;
- 09 marchés ont été signés.

Le tableau ci-dessous renseigne sur la situation de contractualisation des projets du MINJEC au 31 mai 2018.

Tableau 2 : Situation de la passation des marchés

Nombre de projets recensés	17
DAO attendus	17
DAO transmis en commission	15
AO lancé	15
Marchés attribués	09
Marchés signés	09

Il importe de relever que :

- 05 AO sur les 15 lancés ont été déclarés infructueux ;
- les DAO encore attendus en Commission sont relatifs au parachèvement du bâtiment siège de l'ONJ et de l'Aménagement de sa salle de serveur.